

PLUi

- Plan Local d'Urbanisme Intercommunal -

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE



PLU Intercommunal du

HATTGAU

ASCHBACH, BETSCHDORF, HATTEN, OBERROEDERN, RITTERSHOFFEN, STUNDWILLER

Elaboration

21/10/2015

Modification simplifiée n°1

28/09/2016

Modification simplifiée n°2

18/12/2019

Modification n°1

AVIS EMIS PAR LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET LES PERSONNES PUBLIQUES CONSULTEES

Modification n°1 ENQUETE PUBLIQUE

VU POUR ETRE ANNEXE
A L'ARRETE DE CE JOUR

A HOHWILLER
LE 20/08/2020

LE PRESIDENT

PAUL HEINTZ



De : TOUITOU Thierry <thierry.touitou@bas-rhin.fr> **De la part de** 67 BAL Urbanisme - PPA

Envoyé : vendredi 6 mars 2020 11:23

À : contact@cc-outreforet.fr

Objet : PLUi du HATTGAU - Modification n° 1 - Avis

Monsieur le Président,

Je vous remercie de nous avoir transmis le 22 Février 2020 le dossier de modification n° 1 du PLUi du HATTGAU.

Ce dossier n'appelle aucune observation de notre part.

Je vous prie, Monsieur le Président, de recevoir nos meilleures salutations.

Thierry TOUITOU

Chargé de mission – Coordinateur Urbanisme PPA
Mission – PPA
Service Développement Europe Transfrontalier
Mission Aménagement Développement Emploi
Conseil Départemental du Bas-Rhin



Hôtel du Département
1 place du Quartier Blanc 67964 Strasbourg Cedex 9
Tél : 03 88 76 66 08
Email : thierry.touitou@bas-rhin.fr
www.bas-rhin.fr



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires du Bas-Rhin**

Affaire suivie par :

Loïc Bircker

CDPENAF - Service Agriculture / unité Foncier, Transmission,
Modernisation

Tél : 03 88 88 92 10

Mél : loic.bircker@bas-rhin.gouv.fr

**Communauté de Communes de l'Outre-
Foret**

**M. Le Président
4, Rue de l'École
67250 HOHWILLER**

Strasbourg, le 29 juin 2020

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a statué, en application des dispositions des articles L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et L151-13 du code de l'urbanisme, lors de sa séance du 23 juin 2020, sur le projet de modification du du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Hattgau.

Après délibération, la commission émet un **avis défavorable** à ce projet de secteur de taille et de capacité d'accueil limité (STECAL) Nv. En effet, cette grande zone de 112 ha comprend de nombreuses parcelles agricoles exploitées. En modifiant son règlement par un élargissement des autorisations de constructions des abris de vergers et jardins par des abris de pâtures non nécessaires à l'activité agricole, la CDPENAF estime qu'il y a un risque de multiplication des constructions en zone naturelle et de mitage du paysage. Par ailleurs, compte-tenu de l'étendue du STECAL, elle demande que le zonage soit circonscrit aux seuls espaces naturels en y excluant les espaces agricoles. Ces points avaient déjà été soulevés lors de la précédente saisine de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en 2015.

Je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article L112-1-1, alinéa 8 du code rural et de la pêche maritime, l'avis de la CDPENAF devra être joint au dossier d'enquête publique.

Le Président de la Commission Départementale de la
Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et
Forestiers du Bas-Rhin

**Le Directeur Départemental Adjoint
des Territoires du Bas-Rhin**

Arnaud REVEL



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
la modification n°1 du
Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Hattgau,
porté par la Communauté de communes de l'Outre-Forêt (67)**

n°MRAe 2020DKGE67

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 19 décembre 2016, 15 décembre 2017 et 30 avril 2019, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la décision du 31 janvier 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est relative à l'intérim de son président ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 7 février 2020 et déposée par la Communauté de communes de l'Outre-Forêt, compétente en la matière, relative à la modification n°1 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Hattgau (67) ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 11 février 2020 ;

Considérant que le projet de modification du PLUi du Hattgau (8 686 habitants, INSEE 2016 pour les 6 communes du PLUi, à savoir Aschbach, Betschdorf, Hatten, Oberroedern, Rittershoffen et Stundwiller) porte sur les points suivants :

1. commune de Hatten (1 921 habitants) : création d'un sous-secteur UBh en zone urbaine, régularisation sur le plan de zonage de la limite nord de la zone à urbaniser 1AU1 (rue de Chateauponsac) suite à une erreur et rectification du nom d'une rue sur le plan de zonage (rue des Vignes et non rue des Vosges) ;
2. dans les 6 communes du PLUi : modification de l'article 2 du règlement pour permettre l'implantation d'abris de pâture en zone naturelle vergers/jardins (Nv) ;

Point 1

Considérant que le sous-secteur urbain UBh est créé afin d'assouplir les règles concernant le recul de l'implantation des constructions et l'inclinaison des toitures dans la zone située rue des Seigneurs et rue Hohl, actuellement classée en zone urbaine UA ;

Observant que :

- le classement en sous-secteur UBh est cohérent par rapport à la zone UB contiguë et facilitera le stationnement et les constructions sur les parcelles en dents creuses ;
- le règlement est modifié en conséquence pour faire apparaître ce nouveau secteur ;

Point 2

Considérant que les abris de pâture sont autorisés en zone naturelle N et que leur hauteur (3,50 m maximum) est précisée dans le règlement de la zone naturelle vergers/jardins Nv ;

Observant que :

- autoriser les abris de pâture en zone naturelle vergers/jardins revient à rectifier une incohérence du présent règlement ;
- l'acceptation d'abris de pâture, pour les chevaux notamment, peut permettre de contribuer à l'entretien et la préservation de ces espaces naturels ;

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la communauté de communes de l'Outre-Forêt, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Hattgau n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification n°1 du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Hattgau **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Metz, le 19 mars 2020

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,


Alby SCHMITT

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale
MRAe Grand Est c/o MIGT
2 rue Augustin Fresnel
57070 METZ

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.